

Le sort des jeunesses européennes

Chemins contrastés

REGARDS

Cécile Van de Velde

École des Hautes Études
en Sciences Sociales
Paris

Membre de l'Équipe de
recherche sur les inéga-
lités sociales (ERIS)

Directrice adjointe
Centre Maurice Halb-
wachs

Professeure invitée
Département de
sociologie
Université de Montréal



Avoir 20 ans aujourd'hui en Europe, c'est être jeune dans des sociétés qui vieillissent. Et depuis trois ans, c'est faire face à une crise qui, dans toutes les sociétés européennes, affecte prioritairement les nouveaux venus sur le marché du travail. À écouter en particulier les revendica-

tions juvéniles en Europe méditerranéenne et continentale, l'optimisme n'est pas de mise. « Génération précaire »¹ ou « Génération 1000 euros »² et, plus récemment, jeunes « Indignés » : ces mouvements sociaux se succèdent et dessinent des générations marquées par une incertitude économique croissante. Bien sûr, elles sont loin de se réduire à cette seule préoccupation : elles se distinguent également par des aspirations montantes, telles qu'un accès élargi aux études et à la mobilité, une ouverture aux nouvelles technologies et à l'internationalisation, ainsi qu'une recherche de réalisation personnelle dans les parcours de vie. Mais au-delà de leurs aspirations communes, le sort des jeunesses européennes est loin d'être uniforme : d'une société à l'autre, les

politiques publiques, les modes d'intégration sur le marché du travail et les normes sociales esquissent des chemins contrastés vers l'âge adulte, et n'ouvrent pas les mêmes perspectives.

Gouverner sa vie

Comment peut-on, dans des économies en récession et dans des sociétés qui se globalisent, garder prise sur sa vie ? Initiés et relayés par les jeunes générations, les mouvements sociaux récents en Europe soulèvent chacun à leur façon la question de l'autonomie individuelle et du gouvernement des existences dans une crise mondialisée. Davantage que les seules conditions matérielles d'indépendance, c'est la possibilité d'orienter son propre destin, individuel et collectif, qui est ici en jeu.

Arrêtons-nous, en particulier, sur la récente mobilisation des jeunes Espagnols, appelée le mouvement du 15 mai (2011), qui soulève avec une acuité particulière l'enjeu de l'autonomie (Van de Velde, 2011). Ce mouvement met ainsi en scène des vies « à vendre » ou « à crédit » et dénonce l'incapacité supposée du politique à faire face à la « marchandisation » des existences, que ce soit par l'endettement contraint au sein des existences individuelles, mais aussi par le poids d'une dette héritée. « Banquiers en prison ! », « Nous ne sommes pas des marchandises », « Ne tentez pas de nous vendre le soleil » : le rejet du capitalisme financier est au cœur des revendications et les

slogans affichés résonnent comme autant de tentatives de « prise » en main d'un destin qui leur échappe doublement, tant au niveau individuel que collectif. Leur slogan principal, « Toma la plaza », revêt à cet égard une double signification. Il s'agit, bien sûr, dans son acception concrète, d'occuper la place Puerta del Sol, à l'image de la fameuse place Tahrir quelques mois auparavant. Mais il s'agit aussi, dans son acception symbolique, d'inviter chacun à prendre sa place sociale, individuellement revendiquée, mais politiquement niée : une des composantes de ce mouvement dénonce non pas une ligne de fracture entre les générations, mais une césure grandissante entre une société et sa jeunesse. Rappelons qu'en Espagne et au sud de l'Europe, les plans d'austérité induits par la crise sont venus cristalliser une frustration sociale sous-jacente depuis plusieurs années. Ces jeunesses plus diplômées que leurs parents se voient effectivement confrontées à un chômage de masse, accentué par la crise — 46% en 2011 — et à une précarité salariale à l'entrée sur le marché du travail. Elles se vivent déclassées non seulement par le statut social, mais aussi, et surtout, par le logement, qui les contraint à l'endettement à long terme. Face à l'allongement des études et à la faiblesse prolongée des salaires à leur sortie, l'âge médian au départ de chez les parents ne cesse de s'élever depuis quelques décennies et se situe désormais autour de 28 ans au sud de l'Europe. Les solidarités intergénérationnelles jouent encore leur rôle de palliatif, mais elles atteignent leurs limites et sont fragilisées par la crise. Elles viennent de plus contrarier les aspirations émergentes à l'autonomie : le report prolongé de l'installation, même culturellement

REGARDS

« une des composantes de ce mouvement dénonce non pas une ligne de fracture entre les générations, mais une césure grandissante entre une société et sa jeunesse. »

légitimé, tend à être vécu comme une injustice.

Cette revendication massive répond aujourd'hui à une problématique principalement méditerranéenne, mais de nombreux pans des jeunesses européennes partagent cette frustration sociale. Déjà freinées dans leur quête d'indépendance par l'augmentation du prix du logement durant les deux dernières décennies, elles se voient prises entre une injonction à l'autonomie et l'incapacité matérielle de s'y conformer. Générations « déclassées », « perdues », « sacrifiées » : nombreux sont les termes médiatiques et scientifiques qui évoquent ce paradoxe de générations en moyenne plus diplômées que les précédentes, mais confrontées à des conditions de plus en plus adverses à l'entrée sur le marché du travail et à un avenir socioprofessionnel plus incertain. Dans tous les pays d'Europe et dans la plupart des sociétés mondiales, la dégradation de la crise économique affecte en priorité les « entrants » sur le marché du travail, donc les plus jeunes, et les soumet à de nouvelles formes de vulnérabilité. Les récents rapports de l'OCDE (OCDE, 2010) soulignent par exemple l'augmentation massive des « NEETS » — *Not in Education, Employment or Training* — ni étudiant, ni employé, ni stagiaire - au sein des sociétés occidentales. Plus encore, la crise soulève le risque d'une génération particulièrement pénalisée sur le long terme et l'enjeu social d'un « effet-cicatrice » : en comparant les trajectoires socio-professionnelles de différentes générations, Chauvel (1998) a montré à quel point les difficultés initiales sur le marché du travail pouvaient se répercuter, tel un jeu de dominos, sur l'ensemble des parcours ultérieurs, par le jeu cumulé de contrats plus précaires et de moindres salaires. L'ampleur de ce phénomène diffère bien entendu selon les pays, mais il s'avère d'autant plus important dans des sociétés dont le marché du travail est segmenté en fonction de l'âge : c'est le cas actuellement sur le marché du travail français, qui tend à privilégier les 30-45 ans, ou au Japon lors de la « décennie perdue » des années 90 où les jeunes en attente se sont vus, la croissance revenue, délaissés au profit des plus fraîchement diplômés.

De fait, la crise met à l'épreuve les modèles européens d'intégration de la jeunesse. Du nord au sud de l'Europe, les politiques publiques réagis-

sent très différemment à cet enjeu de l'autonomie et dessinent des expériences particulièrement contrastées de la jeunesse (Van de Velde, 2008).

Se trouver

Pour l'instant, les jeunesses scandinaves semblent les plus protégées. En effet, les sociétés du nord de l'Europe ont privilégié une politique de jeunesse d'inspiration sociale-démocrate, destinée à se substituer à l'aide familiale dès l'âge de la citoyenneté pour garantir une indépendance minimale des jeunes adultes vis-à-vis de leurs parents. Ce mode d'intervention est perceptible dans le financement de la vie étudiante, public, direct et universel, ainsi que dans l'ouverture d'un revenu minimum dès 18 ans. On pourrait de plus en plus qualifier cette régulation de « libérale-démocrate », tant elle se conjugue désormais à un marché du travail libéralisé et à une invitation à s'y intégrer de façon précoce, et ce, jusqu'à un âge assez tardif. De nombreux travaux ont montré que cette régulation correspond à une forte valorisation

de l'autonomie individuelle, perceptible également dans les normes éducatives et pédagogiques. Au cours des deux dernières décennies, elle a favorisé des parcours de jeunesse longs et mobiles, caractérisés par des allers-retours entre études et emploi, et prioritairement vécus dans une logique de la construction de soi. Ce modèle s'organise autour d'une aspiration à « se trouver » que l'on retrouve de façon sous-jacente, mais moins aboutie, parmi l'ensemble des jeunes Européens. La crise qui s'est accompagnée d'une nette montée du chômage des jeunes pourrait avoir un impact sévère sur ce type d'organisation. Pour l'instant, la réponse a été pour l'essentiel conforme aux principes sociaux-démocrates : elle s'est traduite, par exemple, au Danemark, plutôt par un renforcement de la présence de l'État face aux incertitudes économiques et par un resserrement des filets de sécurité pour les jeunes les plus vulnérables.

S'assumer

Les choses sont différentes en Grande-Bretagne. La société britannique, comme d'autres sociétés d'obédience libérale, favorise un recours précoce – dès la fin de l'adolescence – au marché du travail et au crédit bancaire pour financer la période d'études et d'insertion. Cette logique tend à structurer des trajectoires d'études en moyenne plus courtes, clôturées

par un accès rapide à l'emploi salarié, et des combinaisons travail/études plus fréquentes qu'en Europe continentale. Ces parcours répondent à des normes – tant familiales que sociales – qui valorisent une émancipation et une indépendance économique précoces : « s'assumer » est ici le maître-mot. Ce mode de régulation par l'autofinancement induit une sensibilité aiguë aux marchés : l'individu est censé assurer sa survie présente, mais également sa protection future – ce qui, en cas de retournement de conjoncture, peut entraîner des trajectoires d'entrée accélérée en vulnérabilité. La crise réactive ainsi, très logiquement, les débats sociaux qui, depuis le début des années 2000, mettent en exergue la pression financière s'exerçant sur les étudiants et la problématique de l'endettement, accentuée par une augmentation marquée des prix du logement ces dernières années.

S'installer

Comme nous l'avons déjà évoqué, les jeunes des pays méditerranéens restent de leur côté particulièrement pénalisés. Confrontées à une grande précarité d'emploi sur le marché du travail, elles sont très sensibles aux aléas de la conjoncture. Or, ces jeunes générations étaient déjà marquées par des difficultés d'émancipation, comme en témoignait déjà, il y a quelques années, le mouvement des « 1000 euroistes ».

« Du nord au sud de l'Europe, les politiques publiques [...] dessinent des expériences particulièrement contrastées de la jeunesse »



Meantux, 2009. Certains droits réservés

REGARDS

Porté depuis 2005 par de jeunes salariés, plutôt trentenaires, gagnant insuffisamment pour s'émanciper totalement de leurs parents, ce mouvement, initié en Espagne, s'est diffusé en Italie et en Grèce. Il dénonçait le maintien prolongé dans une situation de précarité sociale et de dépendance familiale. Ces jeunes évoluent jusqu'à présent dans des normes d'émancipation qui légitiment le maintien prolongé au domicile parental tant que ne sont pas réu-



Meantux, 2009. Certains droits réservés

nies les conditions d'installation dans un nouveau foyer — emploi stable, mariage et, si possible, achat du logement — ; il ne s'agit plus tant ici de « se trouver » que de « s'installer ». Or, ces conditions surviennent de plus en plus tard dans les trajectoires et la crise ne fait qu'aggraver le problème. À la question de l'émancipation à l'égard des familles s'ajoute en outre une inquiétude redoublée sur la fécondité : un accès tardif à l'autonomie reporte d'autant l'âge des femmes au premier enfant et risque d'accélérer le vieillissement déjà accusé des sociétés méditerranéennes.

Se placer

En France, les difficultés d'insertion, encore durcies par la crise, accroissent actuellement la pression sociale et familiale à « se placer ». Les

trajectoires d'études sont en effet fortement marquées par le culte du diplôme et la centralité du premier emploi, ainsi que par l'absence de droit à l'erreur. Ce modèle d'intégration s'appuie tout d'abord sur un idéal de méritocratie scolaire, dans lequel l'école d'État joue un rôle légitime de « classement » ou de « déclassement » précoce des individus. Il se caractérise donc par le poids central et intériorisé du diplôme sur l'ensemble des parcours socioprofessionnels, et inversement, par la précarisation potentielle de ceux qui quittent précocement le système scolaire. Cette composante est d'autant plus problématique que la jeunesse constitue un angle mort de la protection sociale française, qui ne couvre les « 16-25 ans » que de façon ponctuelle et très ciblée. Une telle « tyrannie des diplômes » se traduit par un investissement massif et généralisé dans les études, et par des trajectoires de for-

mation particulièrement linéaires et précoces : par exemple, l'âge médian aux études supérieures, de 21 ans au cours des années 2000³, est le plus bas d'Europe occidentale. Ces parcours sont pensés en trois temps : un temps d'études rarement combiné à l'emploi, une phase d'« insertion », puis l'accès à un premier emploi. Cette phase transitoire d'insertion tend à s'allonger en temps de crise : l'OCDE pointe récemment la transition particulièrement « abrupte » des études vers l'emploi en France et la forte pénalisation des jeunes sur le marché du travail, avec un taux de chômage juvénile parmi les plus élevés d'Europe (OCDE, 2009). Ce mode d'« intégration sociale », fondé sur la (sur)détermination par le diplôme, a bien entendu ses forces. Il rend, d'une part, les études attractives en elles-mêmes et massivement suivies ; il induit, d'autre part, un rapport relativement affectif au « métier », même chez les jeunes générations. Mais il trouve ses limites en temps de récession et de pénurie d'emploi, en accentuant le risque de déclassement au sein des classes moyennes (Peugny, 2008) et d'exclusion sociale des plus faiblement diplômés (Maurin, 2009) : on observe actuellement un accroissement de la compétition scolaire, qui descend les âges, et l'augmentation notable du stress à l'école⁴, même si, paradoxalement, la croyance en la méritocratie scolaire s'avère fragilisée (Tenret, 2011).

Le retour des « héritiers »

Face à la crise, la famille va-t-elle devenir une valeur refuge en Europe ? Jusqu'où les États peuvent-ils compter sur les solidarités parentales pour faire face aux difficultés sociales des jeunes adultes ? Ces solidarités sont aujourd'hui particulièrement contrastées d'une société européenne à l'autre. Elles dessinent un dégradé de positions entre deux extrêmes : faible mobilisation des solidarités parentales au nord de l'Europe, mobilisation prolongée de l'aide familiale au sud. Prenons, par exemple, l'indicateur de la prolongation de la cohabitation résidentielle avec les parents. L'âge médian au départ est de 20 ans dans les sociétés scandinaves, où il est légitime de quitter le foyer parental le plus tôt possible, en amont des trajectoires étudiantes ; il est de 21 ans au Royaume-Uni, de 23 ans en France et de 27 à

28 ans dans les sociétés méditerranéennes, où, au contraire, on attend que soient réunies les conditions de la création d'un nouveau foyer. Partout en Europe, la crise risque d'entraîner une reformulation de ces solidarités familiales, qu'elles se traduisent par un prolongement de la cohabitation résidentielle ou de l'aide financière des parents vers les jeunes adultes. Déjà au Royaume-Uni, des chercheurs remettent en cause l'« idéologie de l'indépendance » et revalorisent les ressources familiales face à l'endettement massif des jeunes Britanniques. Inversement, dans les sociétés méditerranéennes et continentales – notamment en France –, sont dénoncées les nouvelles formes d'inégalités induites par le recours croissant à ces solidarités familiales : d'aucuns, en France, relèvent par exemple le retour des « héritiers », au sens où l'accès aux positions sociales est de plus en plus conditionné aux ressources familiales.

Notes :

1 : Mouvement social né en 2005 en France, avec pour principale revendication la réforme du statut des stagiaires.

2 : Mouvement social diffusé au sein des sociétés méditerranéennes depuis 2005, « Generación de los 1000 euros » en Espagne, « Generazione 1000 euros » en Italie, « Yevió 700 » (génération des 700 euros) en Grèce, dénonçant principalement la précarité et la faiblesse des salaires des jeunes.

3 : Source : Eurostat

4 : Source : OCDE

Chauvel, L. (1998). *Le destin des générations. Cohortes et structures sociales*, Presses Universitaires de France, Paris.

Esping-Andersen, G. (1990). *Les trois mondes de l'Etat-Providence*, Presses Universitaires de France, Paris.

Maurin, E. (2009). *La peur du déclassement*, Le Seuil, Paris.

OCDE (2009). *Jobs for Youth/France*, Éditions de l'OCDE.

OCDE (2010). *Des débuts qui comptent. Des emplois pour les jeunes*, Éditions de l'OCDE.

Peugny, C. (2008). *Le déclassement*, Paris, Grasset.

Tenret, E. (2011). *Les étudiants et le mérite*, La Documentation Française, Paris.

Van de Velde, C. (2011). « Indignés : les raisons de la colère », *Cités*, 47-48 : 293-297.

Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, Paris.

« la crise risque d'entraîner une reformulation de ces solidarités familiales, qu'elles se traduisent par un prolongement de la cohabitation résidentielle ou de l'aide financière des parents vers les jeunes adultes. »